



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



PROJET KISILI FINANCE PAR USAID/OFDA & FFP

RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS
DES 398 MENAGES DEPLACES INTERNES

DANS LA COMMUNE DE SOUMPI,
CERCLE DE NIAFUNKE,
REGION DE TOMBOUCTOU, DU 14 AU 17 DECEMBRE 2019



CRS MALI

Représentant Résident
Moussa Dominique Bangré
00.223.76.40.93.00
Dominique.bangre@crs.org

Chargé des Programmes Pays
Hans Fly
00.223.76.99.18.81
Hans.fly@crs.org

Directeur RRM - Kisili
Lamine Diallo
00.223.82.00.90.83
Lamine.diallo@crs.org



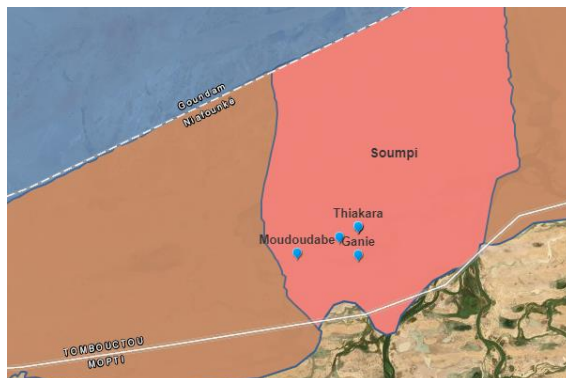
Rapport d'évaluation rapide des besoins dans la Commune de Soumpi, Cercle de Niafunké,
Région de Tombouctou, Décembre 2019, CRS Mali Projet Kisili 3, Financé par USAID/OFDA & FFP. Rapport #67

I. INTRODUCTION

A. CONTEXTE

CRS et ses partenaires locaux que sont l'Association Subaahi Gumo (ASG) et le Service Local du Développement Social et de l'Economie Solidaire (SLDSES) de Niafunké en partenariat l'ONG Save the Children International (en tant qu'acteur de santé) ont conduit une évaluation rapide multisectorielle des besoins de 398 ménages déplacés internes dans la Commune de Soumpi, dans le Cercle de Niafunké, Région de Tombouctou.

Cette évaluation fait suite à une alerte sur le mouvement de population signalé le 26 Novembre 2019 lié aux tentions inters communautaires entre une communauté Arabe et une communauté Arabo-Touarègue dans le village de Lerneb, Commune de Tilemsi, Cercle de Goundam. Selon les autorités de ladite commune, le mouvement a été enclenché à la suite de l'enlèvement du chef de la fraction d'Izimatane (Lerneb) par des individus non identifiés et le risque élevé de représailles entre les deux communautés. Face à la situation une partie de la population de la zone de Lerneb et Izimatane a préféré venir se réfugier dans la Commune de Soumpi.



Informé de la situation par le SLDSES de Niafunké, CRS, en tant que point focal de veille humanitaire sur le Cercle de Niafunké, a procédé en premier lieu à la triangulation de l'information, puis à la documentation et au partage d'une alerte sur le ledit mouvement de population avec OCHA et les autres acteurs RRM de la région de Tombouctou. Faisant suite au partage l'alerte et à la confirmation du mouvement par d'autres sources, CRS s'est positionné pour conduire une évaluation rapide et multisectorielle de besoin en faveur de ces ménages déplacés.

Ladite évaluation qui est la 67^{ième} du genre sur la phase 3 du projet RRM-Kisili, a été conduite du 14 au 17 Décembre 2019.

B. PROFIL DE LA COMMUNAUTE TOUCHEE

La population évaluée est constituée de la communauté Arabo-Tamasheq. Sur l'ensemble de ces ménages identifiés, 58% sont dirigés par des hommes et 42% par des femmes. La tranche d'âge la plus représentée au sein de cette population est celle de 5 à 59 ans avec un taux de 72% de la population, comme illustré dans le graphique ci-contre. L'analyse des données collectées présentées dans le tableau 1.0, indiquent que plus de la moitié des ménages, soient 52% pratiquent l'élevage et 38% de l'artisanat. Ci-dessous, la répartition des ménages par type d'activité.

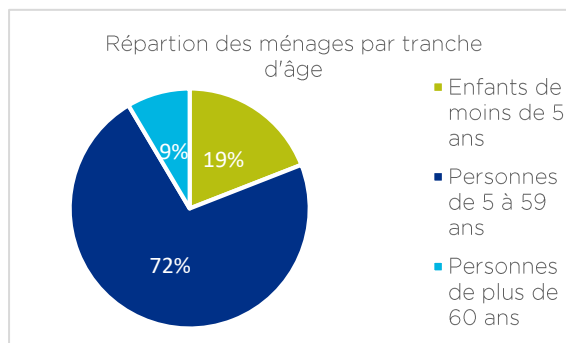


Tableau 1.0 : Les activités pratiquées par les ménages

Activités principales	Elevage	Artisanat	Petit commerce	Aucune	Travail occasionnel
# ménages	208	151	26	6	6
% ménages	52%	38%	7%	<2%	<2%

C. METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION

La méthodologie utilisée pour identifier et enregistrer les ménages a été celle du « porte en porte », organisée en collaboration avec les chefs des sites d'accueil, la mairie et le SLDSES de Niafunké. Ainsi, 398 ménages,

soient 3,026 individus, dont 1 746 de femmes ont été identifiés et enregistrés sur 6 sites avec des coordonnées GPS précises (cf. tableau 2.0). Au sein de cette population déplacée, 76% des ménages ont une taille allant de 1 à 9 personnes et 24% une taille de 10 personnes ou plus. Au cours de leurs enregistrements des cartes d'identification individuelles avec code-barre ont été attribuées aux répondants des ménages. Le tableau 3.0 ci-dessous présente les données démographiques comparatives de la population affectée à celles de la population résidente basée sur les statistiques Recensement Générale de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2009. Quant au tableau 4.0, il présente la démographie des ménages déplacés.

Tableau 2.0 : Répartition des ménages par site

Commune	Villages	Total ménages
Soumpi	Dofana	131
Soumpi	Edouqreck	77
Soumpi	Ganie	40
Soumpi	Indjalaho	50
Soumpi	Moudoudabe	56
Soumpi	Thiakara	44
Total	6	398



Tableau 3.0 : Démographie de la zone d'accueil

Démographie de la population	Ménages dans la zone avant la crise	Population totale de la zone avant la crise	Ménages déplacés touchés	Population déplacée touchée
#	2 963	16 948	398	3 026
% équivalent	100%	100%	13%	18%

Tableau 4.0: Démographie des ménages déplacés

Démographie de la population	Ménages touchés	Femmes chef de ménage	Hommes chef de ménage	Population touchée	Personnes en situation d'handicap	Femmes enceintes	Femmes allaitantes
#	398	168	230	3026	82	234	230
% équivalent	100%	42%	58%	100%	3%	8%	8%

D. SITUATION SECURITAIRE & ACCES HUMANITAIRE

La commune est située à environ 45 km à l'Ouest de Niafunké (chef-lieu de cercle). La situation sécuritaire dans la Commune rurale de Soumpi est relativement calme. Ce calme précaire est lié à la présence d'un camp des forces armées maliennes et des milices locales. En dehors des menaces de fermeture des écoles dans la plupart des cas, aucun autre incident n'a été signalé. Les 6 sites d'accueil des ménages déplacés sont situés entre 9 et 14 km du chef-lieu de commune. Les sites d'accueil sont tous accessibles par voie routière à partir de la ville de Niafunké. Des acteurs humanitaires y interviennent et sont fréquents dans la zone. La couverture par les réseaux opérateurs de téléphonie mobile au Mali est très faible et très variable selon les villages.

II. RESULTATS DE L'EVALUATION RAPIDE

A. BESOINS PRIORISES

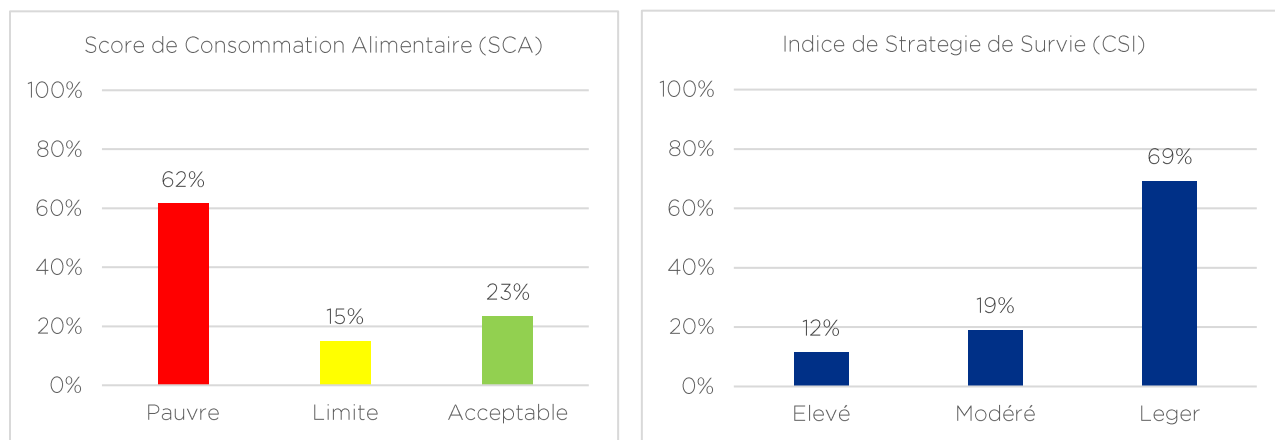
Il ressort de l'analyse des données de l'évaluation que les besoins prioritaires des ménages sont les suivants :

1. Vivres : 74%
2. Abris : 21%
3. NFI : 4%

B. BESOINS HUMANITAIRES PAR SECTEUR

B.1. SECURITE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire est le 1^{er} besoin prioritaire des ménages enquêtés avec 74%. Selon les résultats de l'enquête, aucun ménage ne dispose d'un stock alimentaire. Concernant l'accès à la nourriture, il ressort que 40% des ménages mangent un seul repas par jour et 60% prennent deux repas par jour. Pourtant avant leur déplacement, 84% des ménages affirment qu'ils mangeaient trois repas par jour et 14% deux repas par jour. A noter que cette lecture sur le stock alimentaire devra être faite en adéquation avec le mode de vie de la communauté touchée et des pratiques courantes sur le mode de gestion des stocks alimentaires. En effet, une grande majorité des ménages touchés sont des pasteurs qui généralement ne constituent pas de grands stocks, mais achètent les vivres au fil du temps/au jour le jour. Cependant, cela n'exclut pas le besoin en vivre. Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) est « pauvre » pour 62%, « limite » pour 15% et « acceptable » pour 23% des ménages. Quant à l'indice de Stratégie de Survie (CSI), il est « élevé » pour 12% des ménages, « modéré » pour 19% et « léger » pour 69%. Les graphiques ci-dessous présentent la situation du SCA et du CSI des ménages.



Il ressort de l'analyse des données de ce secteur que les ménages ont tous eu recours au moins une fois à des stratégies de survie pour faire face aux difficultés alimentaires pendant les 7 jours qui ont précédé cette enquête. L'ensemble des ménages déclarent avoir adopté toutes l'ensemble des stratégies de survie, à savoir, la consommation d'aliments moins préférés (100%), l'emprunt d'aliment/argent chez les voisins (100%), la réduction de la portion de repas (100%), la réduction du nombre de repas (100%) et la réduction de la consommation des adultes/mères au profit des enfants (100%). Au regard de la problématique relative à l'inexistence de stock alimentaire et l'adoption de stratégies d'adaptation, une assistance rapide dans ce secteur est impérative pour aider les ménages vulnérables à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels en toute dignité. Aucune assistance n'a été signalée ni constatée au cours de l'évaluation.

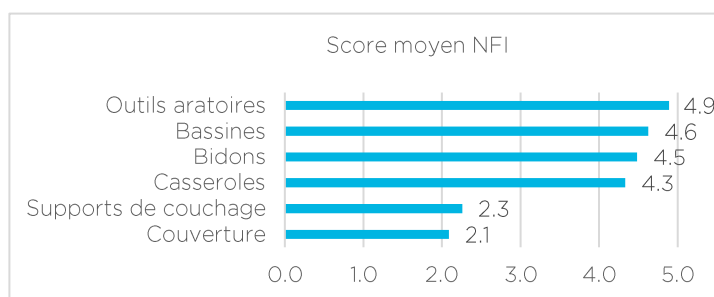
B.2. ABRIS

Des analyses des données collectées, le secteur des abris ressort en 2^{ème} position des priorités des ménages affectés avec 21%. Au sein de cette population ciblée par l'enquête, 96% des ménages habitent dans des tentes traditionnelles en nattes et 14 % vivent sous des abris de fortune. 83% de ces abris sont construits par eux même et les 17% leur ont été fournis gratuitement par la communauté hôte. La superficie moyenne de l'abri par personne est de 3.4m² ce qui est respecté la norme Sphère de 3,5m² par personne. Cependant, la principale préoccupation est que ces abris ne protègent pas contre ni le soleil, ni les intempéries. Ces abris sont faits de matériaux de construction laissant paraître un aspect dégradé. Aucune assistance n'a été signalée dans ce secteur. Il est nécessaire d'aider la population affectée à accéder à des abris sûrs et dignes afin qu'ils se protègent contre le soleil et les intempéries surtout en cette période de froid intense.

B.3. NFI

Les articles non alimentaires (NFI) représentent le troisième besoin prioritaire des ménages avec 4%. Le score moyen NFI des ménages est de 3,8 légèrement supérieur au seuil du cluster en charge du secteur au Mali. Ainsi 54% des ménages ont un score NFI supérieur à la norme. Les préoccupations majeures de la population affectée dans ce secteur portent sur les outils aratoires, les récipients de stockage d'eau et les ustensiles de cuisine (voir

les tendances dans le graphique ci-contre). Les tendances relatives aux scores par types d'articles dans le graphique ci-contre ainsi que les observations faites sur le terrain démontrent la pertinence d'apporter un appui dans ce secteur pour aider les ménages affectés à disposer d'articles ménagers essentiels pour satisfaire leurs besoins domestiques et améliorer ainsi leurs conditions de vie.



B.4. AUTRES SECTEURS

Secteurs	Besoins humanitaires	Réponses fournies	Gap (s) à combler	Autres informations
WASH	<ul style="list-style-type: none"> 34% des ménages utilisent les eaux des puits non protégés pour la consommation ; 81% des ménages ont déclaré ne jamais traiter l'eau avant sa consommation ; 40% des ménages ne disposent pas de récipients de transports d'eau fermeture ; 99% n'ont pas d'accès pas aux latrines 77% déclarent ne pas connaître la pratique du lavage des mains avec le savon ; 82% pratique le lavage des mains avec de l'eau simple. 	Aucune initiative n'a été signalée au cours de l'évaluation.	<ul style="list-style-type: none"> Apport en produits de traitement d'eau Réalisation de points d'eau moderne ; Réalisation de latrines d'urgence accompagnées de messages de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène. 	Il existe 3 points d'eau modernes dont 2 à Doffana (une adduction d'eau sommaire et une pompe à motricité humaine) et une autre une pompe à motricité humaine à Edouareck. Les autres sites s'approvisionnent à partir des puits. Il ressort dans les entretiens que les populations trouvent la queue d'attente au niveau des pompes trop longue estime (environ 30 mn) et raisons pour laquelle certains s'orientent vers les puits.
MOYENS DE SUBSISTANCE	<ul style="list-style-type: none"> Les principales activités économiques des ménages évalués sont l'élevage 52%, l'artisanat (38%), le petit commerce (7%), et le travail occasionnel (6%) ; 97% des ménages indiquent que leur activité économique a été perturbée par la survenue de la crise. 	Aucune initiative n'a été signalée au cours de l'évaluation.	Une analyse approfondie des besoins sera nécessaire dans ce secteur pour mieux adresser les solutions éventuelles.	La précarité économique de ces ménages nécessite un appui pour leur permettre de restaurer l'équilibre de leurs moyens de subsistance.
NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> La population enquêtée compte en son sein 8% de femmes allaitantes et 8% de femmes enceintes ; 577 enfants soient 19% de la population concernée ont moins de 5 ans ; Aucun ménage ne dispose d'un stock alimentaire. 	Aucune assistance spécifique constatée pour cette population.	Une évaluation plus approfondie permettra d'appréhender au mieux les besoins réels liés à ce secteur.	Toutefois, nous signalons que l'évaluation n'a pas pu appréhender en profondeur la thématique de la nutrition. Cependant au regard des résultats de l'analyse du secteur de la sécurité alimentaire et WASH, une dégradation de l'état nutritionnel des ménages n'est pas exclue.
SANTE	<ul style="list-style-type: none"> Les PDIs sur les sites évalués fréquentent les Centres de Santé Communautaire (CSCOM) de Dofana et de Soumpi qui sont dans un rayon moyen de 15 km des sites d'accueil ; 	Aucune assistance spécifique constatée pour cette population.	Une analyse approfondie sera nécessaire dans ce secteur pour mieux adresser les réponses éventuelles.	Selon les informations reçues et nos observations, les deux CSCOM sont fonctionnels, avec la présence d'agents de santé et de médicaments.

	<ul style="list-style-type: none"> 77% des cibles de l'enquête affirment n'avoir pas accès aux services de santé. Les raisons principales évoquées par les répondants sont : l'éloignement du centre (42%), le manque de moyen (49%) et l'insécurité (8%). 			
PROTECTION	<ul style="list-style-type: none"> Sur les sites d'accueil, il n'y a pas des tensions apparentes ; Il a été constaté que la communauté hôte est toujours solidaire avec celle déplacée. 	Pas d'action constatée par l'évaluation.	La problématique de la protection n'a toutefois pas été approfondie pour déterminer les besoins spécifiques dans ce secteur.	Pas de tension constatée sur les sites entre les déplacés et la communauté hôte.
EDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> 1439 enfants dont 684 filles au sein de la population déplacée sont en âge de scolarisation (6 à 17 ans) ; 99% de ces enfants ne fréquentent pas l'école au moment de l'enquête. La raison principale évoquée est la non inscription des enfants à l'école dans 70% des cas, la fermeture des écoles ; dans 20%, des cas, les enfants ont peur d'aller à l'école dans 5% des cas. 	Aucune action dans ce secteur n'a été constatée.	<ul style="list-style-type: none"> Des initiatives doivent être engagées pour assurer que les enfants affectés fréquentaient l'école retrouvent le chemin de l'école. Une sensibilisation des parents pour les encourager à inscrire les enfants à l'école ; 	La commune dispose de 13 écoles dont 2 fonctionnelles, il s'agit de l'école de Soumpi et celle de Doffana. Elles sont situées dans un rayon de 15 Km des sites d'accueil. Certaines écoles auraient fermé par suite de représailles des radicaux (Attara) et d'autres auraient fermé par peur.

C. ANALYSE SUCCINCTE DU MARCHÉ

Les populations de la zone fréquentent les foires hebdomadaires de Soumpi et Attara, mais la plus proche est celle de Soumpi qui est à distant en moyenne de 11 de km des sites des déplacés. Elle se tient tous les Samedi. La foire de Attara se tient aussi tous les Samedi, mais le village est situé à environ 25 km des sites d'accueil en moyenne. Ces foires sont accessibles en toute période de l'année par piste rurale. Elles sont approvisionnées en denrées alimentaires et articles non alimentaires par les commerçants venants de Niafunké, Léré et de Mopti. Les analyses basées sur l'appréciation des articles par les cibles, indiquent que 99% jugent la disponibilité des articles alimentaires « pas suffisante » sur les deux foires. De même, la qualité est jugée « pas satisfaisante » par 98% des répondants. Pour les articles NFI, leur disponibilité est jugée « pas suffisante » par 100% des répondants et leur qualité est jugée « pas satisfaisante » par 99% répondants. Les futures interventions devront tenir compte de ces informations afin de définir des modalités de réponses appropriées.

III. CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

A la lumière des analyses des besoins sectoriels, il est recommandé à la communauté humanitaire d'apporter des réponses immédiates en :

- ✓ Abris d'urgence pour permettre aux ménages affectés d'accéder rapidement à des espaces de vie sûrs et dignes afin qu'ils se protègent contre les intempéries ;
- ✓ Vivres pour aider les ménages affectés à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents, d'autant plus que beaucoup ont commencé à adopter des stratégies de survie ;
- ✓ NFI, en délivrant une réponse incluant la distribution des articles ménagers essentiels pour permettre aux ménages affectés de satisfaire leurs besoins ménagers ;
- ✓ WASH, en dotant les ménages en produits de purification d'eau de boisson, réalisation d'infrastructures WASH (Pompes, latrines), les récipients de stockage d'eau avec couvercle, l'organisation des sensibilisations sur les bonnes pratiques WASH ;

Une mise à jour sur la situation sécuritaire est conseillée dans le processus de planification des interventions vers la zone cible.